

Le téléphone en Russie avant 1917

Larissa ZAKHAROVA

RÉSUMÉ

Le développement du téléphone en Russie tsariste est révélateur des ambitions et des faiblesses de l'État autocratique. La dépendance aux technologies étrangères oblige les autorités à céder la téléphonie urbaine aux acteurs privés, tout en espérant imposer le monopole de l'opérateur public sur les lignes à longue distance envisagées comme un outil propice pour le gouvernement de l'immense territoire de l'empire. L'histoire de la téléphonie en Russie révèle donc l'imbrication des enjeux technologiques, économiques et politiques. La capacité d'adaptation des autorités au marché concurrentiel se traduit par une instabilité du dispositif réglementaire qui freine l'expansion du téléphone dans ce pays.



Centraux téléphoniques automatiques soviétiques montés à l'usine Aurore rouge (ancien Ericsson) dans le cadre du contrat d'aide technique avec Ericsson (fin des années 1920).

Dès la fin des années 1870, au moment où le téléphone commence sa marche triomphale aux États-Unis, le gouvernement russe saisit son importance pour l'économie du pays en pleine industrialisation. Il est dépendant des compagnies étrangères, car aucune entreprise en Russie ne maîtrise la production des équipements téléphoniques. Le gouvernement se contente de légiférer dans le domaine et de concéder la construction et la gestion des réseaux téléphoniques urbains de Saint-Petersbourg, Moscou, Odessa et Riga jusqu'en 1900, à l'acteur le plus puissant de l'époque, la compagnie américaine Bell (AT&T). En 1882, les premiers centraux manuels, de marque Siemens et Halske, commencent à fonctionner dans ces villes. Il n'y a donc pas de continuité entre le producteur de matériels et l'opérateur des réseaux : le monopole du concessionnaire américain se heurte à celui du manufacturier allemand qui a été pionnier dans la production d'équipements de télécommunications en Russie et y est déjà bien établi au moment de l'apparition des réseaux téléphoniques. Les grandes villes, concentrées essentiellement dans la partie européenne du pays, représentent un marché à fort potentiel pour la téléphonie urbaine, à l'inverse de la partie orientale, très faiblement urbanisée.

La concurrence entre les producteurs et l'opérateur américain amène le gouvernement russe, en 1885, à lancer de nouveaux réseaux urbains sans faire appel à Bell, mais en s'appuyant sur les moyens de la direction principale des Postes et Télégraphes du ministère de l'Intérieur. Le premier central pour 60 abonnés de ce nouvel opérateur, public, est connecté à Kiev en 1886, suivi d'autres à Kharkov, Kazan, Astrakhan, Koursk et d'autres villes. En 1900, la concession accordée à Bell expire et le marché des réseaux urbains est de nouveau ouvert. Pour des raisons économiques et technologiques, le gouvernement russe n'envisage pas un monopole étatique dans la téléphonie urbaine. Il favorise de fait une concurrence entre acteurs publics et privés, étrangers et russes, ce qui génère une diversité de réseaux et d'équipements.

Le réseau moscovite composé de 2 860 abonnés est attribué pour dix-huit ans à une société par actions suédo-dano-russe. À partir d'un projet Ericsson, la société construit un nouveau central rue Milioutinski qui dessert 12 000 abonnés en 1904, auxquels s'ajoutent 13 000 abonnés en 1908, 21 000 en 1912 et 9 200 abonnés en 1916. Le choix d'un réseau structuré autour d'un seul central rend les connexions coûteuses, ce qui détermine la composition sociale des abonnés : seuls 20 % des abonnés sont particuliers, quand 65 % sont des entreprises, des commerces et des institutions publiques. À la fin de l'année 1916, le nombre d'abonnés moscovites s'élève à plus de 55 000. Le réseau pétersbourgeois de 4 375 abonnés passe à une gestion publique. En 1901, l'association russe des ingénieurs et électriciens élabore un projet pour sa reconstruction. Des compagnies étrangères sont chargées des travaux. Le nouveau central pour 40 000 abonnés commence à fonctionner en 1905.

L'effervescence de l'économie urbaine augmente la demande en téléphonie : en 1910, 310 villes russes ont leur réseau. Vers 1917, l'ensemble du pays compte 232 337 abonnés, mais le téléphone reste un objet de luxe : il n'y a que 1,3 téléphone pour 1 000 habitants (contre 131 aux États-Unis et 33 en Allemagne). À Ivanovo, ville réputée pour son industrie textile, le montant de l'abonnement annuel s'élève à 60 roubles, tandis que le salaire mensuel moyen d'un ouvrier ne dépasse pas 20 roubles. Le prix d'un appel court urbain d'une cabine publique est de 10 kopecks ; trois minutes de conversation avec Moscou coûtent un rouble.

Si la téléphonie urbaine prend son essor grâce à l'apport de capitaux et de technologies étrangers, cela ne va pas de soi pour la construction des lignes à longue distance. L'administration centralisée de l'État russe et la prolifération des monopoles étatiques dans le cadre de l'industrialisation font pencher le gouvernement en faveur du monopole d'État pour les connexions téléphoniques interurbaines, quoique celui-ci n'envisage pas d'utiliser ces lignes uniquement à des fins de gouvernement. Mais les usagers potentiels les plus actifs – les entrepreneurs – ne sont pas intéressés par les conditions de fonctionnement des lignes interurbaines proposées par le gouvernement. Dans un premier temps, l'idée du monopole étatique est donc abandonnée au profit d'un contrat signé en 1885 avec des entrepreneurs russes qui veulent construire des lignes entre Moscou et leurs usines distantes de 150 kilomètres. Les premières lignes interurbaines sont construites à leurs frais et pour leur usage exclusif.

En 1890, ce réseau passe aux mains du Trésor public et s'ouvre à tous les utilisateurs. En 1898, Moscou est raccordée à Saint-Pétersbourg aux frais du gouvernement. Il s'agit de la quatrième ligne la plus longue au monde (plus de 600 kilomètres). Par elle transitent en moyenne 200 conversations chaque jour. La demande en communications interurbaines pousse les autorités à ouvrir le monopole étatique. Conscientes de l'importance du téléphone pour l'industrialisation du pays, les autorités cèdent la construction et la gestion des nouvelles lignes à des entrepreneurs privés et des *zemstvos* (des assemblées de *self-government*). Ainsi, en 1910-1912, une société privée Téléphone raccorde Moscou à Nijni-Novgorod et à Ivanovo, et Kharkov à Ekaterinoslav. Vers 1916, la Russie compte 194 lignes interurbaines pour une longueur totale de plus de 15 000 kilomètres. 60 % d'entre elles sont exploitées par le gouvernement, les autres par les sociétés privées et les *zemstvos*.

Les débuts du téléphone en Russie révèlent ainsi une instabilité du dispositif réglementaire qui traduit les hésitations du gouvernement quant aux propriétés économiques et politiques de cet outil. Des compagnies étrangères se partagent le marché et apportent une contribution technique décisive dans la construction des réseaux. Les Américains s'imposent d'abord comme opérateurs de téléphonie urbaine puis d'autres acteurs viennent les concurrencer. Le passage d'un opérateur à un autre entraîne une réorganisation des réseaux urbains qui tendent de plus en plus vers la centralisation. Si le gouvernement aspire à tirer des bénéfices d'un monopole sur les réseaux interurbains, il doit rapidement céder aux initiatives privées sans que celles-ci n'arrivent à lever les difficultés techniques de la très grande distance. Cette capacité d'adaptation au marché concurrentiel constitue paradoxalement un frein pour le développement plus rapide et intense du téléphone en Russie. Après 1917, les bolcheviks héritent de leurs prédécesseurs non seulement les dispositifs techniques rapidement nationalisés, mais

aussi les hésitations à propos de la portée économique, politique et sociale du téléphone. Si le téléphone interurbain est durablement envisagé comme un outil de gouvernement à distance, le téléphone urbain – un outil de communication interindividuelle – peine à trouver sa place et sa légitimité dans la société voulue collectiviste.

BIBLIOGRAPHIE

BALDIN, Kirill, « Novye kommunikacii v rossijskoj provincii : rasprostranenie telefonnoj svjazi v industrial'nom gorode v načale XX veka », *Labirint*, n° 3, 2015. [En ligne]

JUNG, Voelker, GOGOL', Aleksandr, *Siemens. Prošloe, nastojaščee, buduščee telekommunikacii Rossii*, Saint-Pétersbourg/Munich, Peterkon, 2003.

VYSOKOV, Mihail, *Elektrosvjaz v Rossijskoj imperii ot zarozhdenija do nachala XX veka*, Éditions SahGU, Ioujno-Sakhalinsk, 2003.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/civilisation-matérielle/entre-états-et-entrepreneurs-territoires-et-sphères-de-légitimité-des-entreprises-de-réseau-en/le-téléphone-en-russie-avant-1917>